



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Plérin, le 17 février 2023

Unité Départementale des Côtes-d'Armor

Affaire suivie par : Véronique FOURCHON

Tél : 02 96 69 48 20

ud22.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : VF.2023.070 (n°AIOT : 0005518843)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

**Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
BIODEAC à Loudeac**

1. INTRODUCTION

Par transmission reçue le 24 décembre 2021, l'inspection des installations classées a été destinataire d'un dossier déposé par la société BIODEAC, portant à la connaissance de Monsieur le Préfet les modifications réalisées concernant ses installations de méthanisation et celles envisagées sur le périmètre du plan d'épandage du digestat liquide. Le dossier intègre les éléments de la demande de modification déposée en 2018 relative à l'augmentation du périmètre d'épandage.

Par courrier préfectoral du 7 mars 2022, la modification a été jugée non substantielle, et par rapport de l'Inspection du 1^{er} juillet 2022, la demande a été jugée recevable et envoyée en consultation.

Le présent rapport est destiné à présenter les résultats de la consultation électronique relative à ce dossier, les avis des services contributeurs ainsi que les propositions de prescriptions de l'inspection permettant de réglementer les nouvelles conditions d'exploitation reprises dans un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Par ailleurs, en application de la directive IED du 24 novembre 2010, l'exploitant a transmis à monsieur le Préfet un dossier de ré-examen IED. A l'issue de l'instruction de ce ré-examen, dans son rapport du 28 juillet 2022, l'inspection conclut sur les nouvelles exigences réglementaires à satisfaire.

Il convient donc de prendre également en compte les propositions de l'inspection suite à cette précédente instruction pour l'établissement des prescriptions complémentaires encadrant les modifications d'exploitation du site.

2. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

2.1. Présentation de la société

La société BIODEAC est autorisée pour exploiter une installation de méthanisation située sur la commune de Loudéac par l'arrêté d'autorisation préfectorale du 31 Mars 2017.

Elle dispose également d'un agrément sanitaire pour le traitement de sous-produits animaux. Les installations du site ont été mises en service en 2019.

La société BIODEAC est devenue filiale de TOTALENERGIE BIOGAZ en 2022.

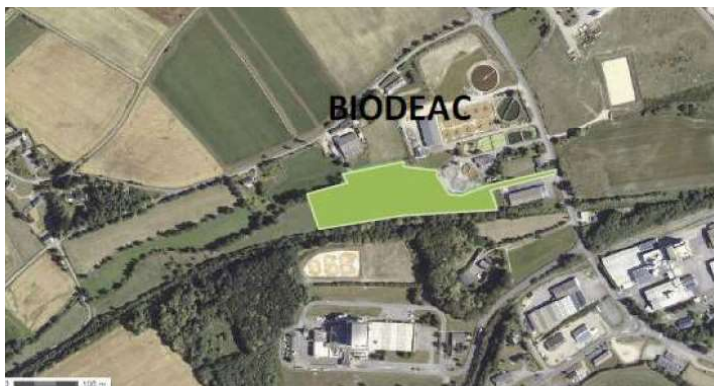
11 rue Hélène Boucher – Bâtiment B – BP 30337
22193 PLÉRIN Cedex

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr



2.2. Présentation des modifications

L'installation est située sur la commune de Loudéac, dans la zone industrielle du petit Calouet, à côté de la station d'épuration industrielle.



Périmètre géographique de l'exploitation

Afin d'améliorer l'accès au site, la société BIODEAC a étendu son périmètre d'exploitation de 1500 m² par l'ajout des 4 parcelles suivantes :

- ZK 970 et ZK 978 pour le chemin d'accès au site,
- ZK 1014 et ZK 1016 ancienne parcelle exploitée par la STEP de Calouet disposant d'une cuve béton actuellement exploitée par la société BIODEAC pour le stockage de digestat liquide.

Installations de méthanisation

Selon les éléments du dossier, aucune modification n'est envisagée quant à la capacité de traitement des déchets, à leur origine géographique et leur nature.

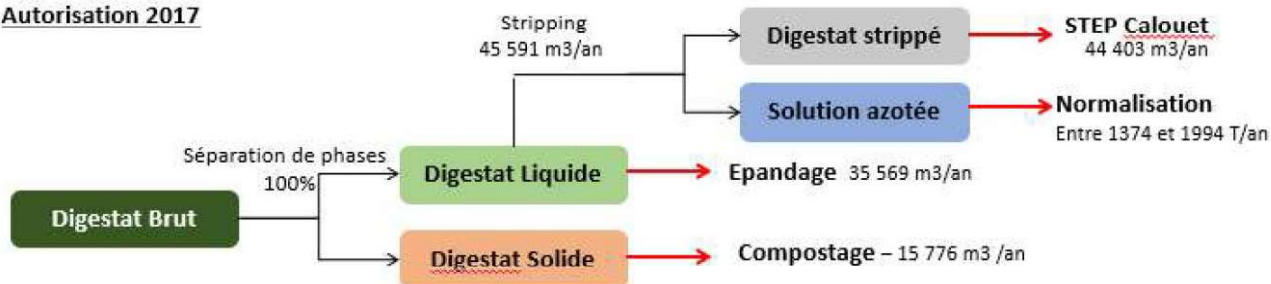
Les modifications opérées vis-à-vis du dossier initial d'autorisation concerne les caractéristiques des équipements, de leur implantation et de leur mode d'exploitation (optimisation des volumes) compte tenu du retour d'expérience. Elles permettent notamment une augmentation du stockage de biogaz de 300 m³ concédant une marge en cas d'indisponibilité des installations d'injection de biométhane.

Seules les caractéristiques des installations ont été modifiées de manière à optimiser la production de biogaz. Les modifications effectuées sur les installations intervenant dans le procédé de méthanisation sont les suivantes :

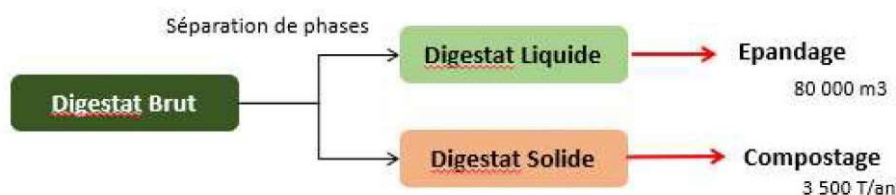
- La capacité du digesteur est passée de 8500 m³ à 9500m³ (volume utile de biogaz passant de 700 m³ à 1000 m³) permettant un stockage supplémentaire de 300 m³ de gaz.
- Un des post-digesteur a été supprimé. Le post-digesteur finalement en place est passé d'un volume de 2500 m³ à 3000 m³ (volume utile de biogaz de 2000 m³) permettant un stockage unitaire supplémentaire de gaz de 1000 m³.
- La chaudière d'une puissance de 800 kW fonctionnant au biogaz et au fioul a été remplacée par une chaudière de 1300 kW fonctionnant au gaz naturel.
- Le caisson d'épuration du biogaz a par ailleurs été déplacée vers l'Est du site.

En termes de gestion des sous-produits et déchets, le procédé est modifié de la manière suivante :

Autorisation 2017



Modification 2021



Installations de stripping – épandage

Dans la mesure où la réglementation sanitaire n'autorise pas le rejet des eaux usées issues du procédé de stripping du digestat liquide et de l'absence de retour d'expérience sur ce procédé, l'exploitant a supprimé de son process les opérations de stripping. Il se voit donc contraint d'augmenter les tonnages annuels de digestat liquide à épandre (44431 t/an) et sollicite l'autorisation d'augmenter le périmètre de son plan d'épandage autorisé par l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017.

Dans la mesure où le procédé de stripping du digestat liquide a été abandonné, le site n'est plus soumis à classement au titre des rubriques 2170 et 4441 de la nomenclature des installations classées.

2.3. Classement des installations

Dans son dossier, le pétitionnaire a retenu que les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, au titre de la rubrique indiquée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Nature/Volume des activités	Volume demandé	Régim
2781-2-b	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production. 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/jour	Capacité de traitement de 248 t/j Quantité de biométhane injectée sur le réseau de gaz : 16800 Nm3/j.	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 100 t/an et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités	Capacité de traitement de 248 t/j	A

Rubrique	Nature/Volume des activités	Volume demandé	Régim
	relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour		
2910-A	Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel 2.La puissance thermique nominale étant supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Une chaudière de puissance thermique nominale de 1,3 MW fonctionnant au gaz naturel. Une torchère de sécurité de 2,5 MW Un groupe électrogène fonctionnant au gazole en cas de besoin	DC

L'activité de méthanisation est soumise à la directive IED du 24 novembre 2010, dans la mesure où la capacité de traitement des installations est supérieure à 100 tonnes par jour, seuil entraînant le classement des installations au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature.

La capacité de traitement des installations classées reste identique, seule la capacité de production du biogaz augmente en passant de 9 600 Nm³/j à 31 200 Nm³/j.

L'activité du site visée par la rubrique 4310-2 de la nomenclature pour une quantité totale stockée de 3,5 tonnes de gaz n'est pas assujettie à la directive SEVESO III instituant de nouvelles conditions de classements notamment concernant les seuils bas.

3. AVIS EXPRIMÉS SUR LE PROJET

3.1. Consultation des services

Le service Environnement de la DDTM a été consulté pour contribution. Par transmission du 9 décembre 2021, il a demandé que le dossier soit complété sur le volet zones humides pour s'assurer que le bassin de gestion des eaux pluviales n'entraîne pas l'assèchement de la zone humide détectée à proximité du site, et a signalé des incohérences relatives au plan d'épandage.

Pour mémoire en ce qui concerne l'impact sur la zone humide, l'existence du bassin de gestion des eaux pluviales du site a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 suite à l'instruction de la demande d'autorisation initiale. Le projet actuel n'entraîne aucune modification de la gestion de ce bassin déjà construit. L'exploitant n'a donc apporté aucun élément complémentaire sur ce point.

Suite à la transmission du dossier complété par la société BLODEAC, la DDTM a de nouveau été consultée le 4 mars 2022.

Dans sa contribution transmise le 10 janvier 2023, elle conclut sur le plan d'épandage et en particulier que les plans de valorisation des effluents d'élevage (PVEF) des nouvelles exploitations du plan d'épandage n'appellent pas globalement d'observations. Elle demande cependant que les conventions de rejet soient complétées par les quantités de fertilisant apportées sur l'exploitation. Elle relève par ailleurs, des incohérences dans la synthèse des bilans de fertilisation qu'il convient de corriger.

En effet :

- le chapitre 6, qui détaille les modalités de calcul de la fertilisation pour chaque culture, présente, dans sa partie 6.3.4 relative à la fertilisation du colza, une incohérence majeure, puisque la fertilisation du colza est envisagée avec comme précédent un maïs, ce qui est impossible compte-tenu des dates de récolte du maïs (fin octobre) et des dates de semis du colza (fin août) ;
- la partie 6.4, qui reprend le tableau 39, les apports par culture et par période est incohérent, et ne respecte pas les préconisations du GREN qui fixe un maximum d'apport de 65 unités d'azote efficace au semis du colza, alors même que la dose prévue au point 6.3.4 prévoit 140 unités.

Par transmission du 3 février 2023, la société BIDEAC a procédé aux correctifs nécessaires pour lever les dernières observations de la DDTM.

3.2. Consultation du public

D'un point de vue réglementaire, la modification non substantielle n'induit pas la nécessité d'organiser une consultation du public. Néanmoins, dans la mesure où l'extension du plan d'épandage concerne 47 communes supplémentaires, une consultation du public par voie électronique a été menée sur une période de 15 jours dans les conditions prévues à l'article L.123-19-2 du code de l'environnement.

Par arrêté préfectoral du 7 juillet 2022, une procédure de participation du public par voie électronique d'une durée de 15 jours a été organisée du 18 juillet au 1^{er} août 2022.

Lors de cette consultation aucune observation n'a été formulée.

4. ANALYSE DE L'INSPECTION

4.1. Caractère substantiel ou non de la modification - Procédure

En application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, la société BIDEAC a déposé un dossier à connaissance pour les modifications projetées sur son mode d'exploitation. Cet article stipule également que toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Afin de déterminer la procédure à suivre pour cette instruction, il convient au préalable de juger de la substantialité de la demande sur la base des critères énoncés à l'article R.181-46 du code de l'environnement et de la note ministérielle du 20 décembre 2021 relative aux modifications des ICPE.

Selon les termes de l'article R.181-46 du code de l'environnement, est définie comme substantielle toute modification soumise à autorisation environnementale qui :

- 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R122-2 ;
- 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3.

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R181-18 et R181-21 à R181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R181-45. »

4.2. Alinéa 1 de l'article R.181-46 du code de l'environnement

Les aménagements présentés n'entraînent pas d'extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R122-2.

En effet, l'extension géographique du périmètre d'exploitation des installations classées reste limité. Par ailleurs, pour la catégorie de projet de type I visé à l'annexe II de l'article R.122-2 du code de l'environnement, le projet n'engendre pas de changement en termes de classement ICPE ni d'augmentation de capacité.

D'autre part, la nature des déchets traités, leur origine géographique et la nature des effluents épandus restent identiques.

En matière de risques technologiques, suite à la révision de l'étude des dangers, il apparaît que les risques générés par les installations restent acceptables.

4.3. Alinéa 2 de l'article R.181-46 du code de l'environnement

La modification n'est pas concernée par les seuils quantitatifs et les critères fixés par l'arrêté du ministre chargé de l'environnement tel que spécifié à l'alinéa 2 du présent article.

4.4. Alinéa 3 de l'article R.181-46 du code de l'environnement

D'un point de vue général, l'inspection souligne que les éléments de la demande sont suffisamment développés pour apprécier la nature des modifications et ses impacts en matière d'environnement et de risques technologiques.

Sur le volet réglementaire concernant plus particulièrement l'épandage, l'ensemble des pièces exigées à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ont été fournies.

Par ailleurs, les exigences de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 et la méthodologie développée dans la circulaire du 10 mai 2010 ont été respectées pour l'élaboration de l'étude des dangers.

Le dossier apparaît ainsi complet et régulier sur le fond.

Analyse de l'inspection sur le dossier

Les installations exploitées sur le site ont déjà fait l'objet d'une étude d'impact et étude de danger dans le cadre de la demande d'autorisation ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017.

Dans ce paragraphe, il sera uniquement question de traiter les volets de la notice d'impact et de l'étude de dangers pour lesquels des évolutions sont à prévoir.

A/ Impact sur les consommations et rejets d'eau

La suppression des installations de stripping entraîne une diminution de la consommation d'eau initialement prévue à savoir de 10 838 à 9 000 m³ par an.

Par ailleurs, l'impact des rejets d'eau issue de cette activité sur la station d'épuration de Calouet, représentant environ 44 403 m³/an, est supprimé.

B/ Risque de pollution

La modification inclue l'exploitation d'une nouvelle cuve béton de 2500 m³ de digestat. Les dispositifs de rétention ne sont pas abordés de manière détaillée dans le dossier.

En ce qui concerne le risque de pollution lié au stockage de digestat relevé dans la caractérisation des potentiels de dangers, le pétitionnaire le considère minimisé en raison de la présence d'un bassin de rétention des eaux d'extinction avec une vanne d'obturation en aval qui permettra le confinement de toute pollution accidentelle. Le dossier conclut que « ces potentiels de dangers restent inchangés » et n'a donc pas réévalué le risque de pollution dans l'analyse préliminaire des risques.

En application de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009, la nouvelle cuve en béton de 2500 m³ permettant le stockage du digestat devra être sur rétention pour répondre aux dispositions des articles 42 et 43 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 relatif aux installations de méthanisation.

Ce point fera l'objet d'un contrôle ultérieur de l'inspection des installations classées.

C/ Emissions atmosphériques

Les principales émissions recensées sur le volet air sont les émissions d'odeurs liées aux H₂S et au NH₃ susceptible d'être émis tout au long du procédé (de la réception au stockage de digestat) ainsi que les rejets de l'installation de combustion.

En ce qui concerne les émissions d'odeurs, issues du captage de l'air vicié du hall de réception et des zones de travail et stockage de digestat, les postes les plus émetteurs dont le bâtiment de réception font l'objet d'une aspiration d'air. L'air vicié est ensuite acheminé vers une colonne de lavage puis dirigés vers un biofiltre.

Il apparaît que les émissions en sortie du biofiltre ne sont pas canalisées tel que le prévoyait le dossier initial. Le site est néanmoins doté pour cette étape d'un laveur des gaz d'ammoniac et d'un laveur pour les gaz constitués de H₂S. En sortie de ces installations les émissions sont ensuite dirigées vers un biofiltre. En termes de traitement d'émission d'odeur, l'exploitant a ainsi mis en place des meilleurs techniques disponibles figurant dans le BREF WT.

Par ailleurs, dans le dossier de ré-examen IED, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un plan de gestion des odeurs puis à procéder à leur surveillance semestrielle.

Dans son dossier de ré-examen, l'exploitant déclare effectivement procéder semestriellement à un contrôle de ses émissions de NH₃ et H₂S.

Par ailleurs, la chaudière au biogaz a été remplacée par une chaudière au gaz naturel. Le dossier conclut que ces modifications n'entraînent pas d'impact sur les émissions atmosphériques issues de l'installation.

D/ Plan d'épandage

Comme spécifié au paragraphe 2.2 du présent rapport, le digestat initialement prévu pour le stripping sera épandu. Cette modification entraîne une augmentation d'effluents à épandre d'environ 44 431 t/an. Le pétitionnaire a donc réalisé une étude préalable à l'épandage en application de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif à la consommation d'eau et aux émissions de toute nature.

Le plan d'épandage contient l'ensemble des pièces exigées aux articles 38 et 39 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Il convient également de relever que les éléments y sont suffisamment développés pour apprécier l'impact supplémentaire engendré par le projet.

D'après le dossier, aucune parcelle n'est située en bassin versant algues vertes.

Pour remédier aux périodes d'interdiction d'épandage fixées par l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié relatif au 6ème programme d'action nitrates, le projet prévoit des stockages supplémentaires à raison de 54620 m³ (supérieur à 8 mois de production) permettant de pallier amplement une interdiction d'épandage.

Les modifications projetées en matières d'épandage sont reprises dans le tableau suivant :

	Autorisation du 31 mars 2017	Mise à jour du plan d'épandage mai 2020	Projet de modification
Digestat solide vers compostage	15776	15776	3500
Digestat épandus (t/an)	35569	35569	80000
Flux d'azote (t/an)	148	148	312
Flux de phosphore (t/an)	54	54	152
Surface d'épandage mises à disposition	1786 ha	2909 ha	4542 ha
Nombre de communes	13	13	47
Nombre d'exploitations	16	37	62
Stockages	27050 m ³	47130 m ³	54620 m ³

Le périmètre d'épandage s'étend sur une superficie de 4 542 ha d'exploitations mises à disposition réparties de la manière suivante sur les 47 communes reprises ci-dessous :

- 240 ha de terrain inapte à l'épandage,
- 2281 ha de terrains d'aptitude 1 à l'épandage,
- 2261 ha de terrains d'aptitude 2 à l'épandage.

Au regard des caractéristiques des effluents épandus présentés, le bilan prévisionnel sur le plan d'épandage est le suivant :

	Azote en kg/an	P ₂ O ₅ total en kg/an
Exportation des cultures (besoins des cultures)	900000	360000
Apports organiques issus d'élevage	346000	165000
Solde des besoins avant apport d'engrais minéraux	554000	195000
Flux à valoriser en digestat liquides	312000	152000
Bilan après épandage (besoins des cultures restant après épandage)	242000	43000

Le dimensionnement du plan d'épandage apparaît ainsi suffisamment dimensionné. L'étude menée conclut également que la pression en éléments fertilisants sur le périmètre du plan reste en dessous des limites réglementaires.

Les apports de matières organiques couvriront au maximum :

- 73 % des besoins en azote de la SPE (surface potentiellement épandable),
- 88 % des besoins d'acides phosphorique de la SPE.

Impact de l'épandage

D'après les conclusions du dossier relatif au plan d'épandage, le projet est compatible au SDAGE Loire-Bretagne en vigueur lors du dépôt du dossier. Par ailleurs, aucune zone dédiée à l'épandage n'est située en zone humide, zone Natura 2000 ou dans le périmètre de protection d'un captage d'eau potable.

E/ Étude des dangers

Afin d'évaluer l'impact des modifications sur les dangers susceptibles d'être générés sur le site, l'étude de dangers initiale a été mise à jour.

Pour mémoire, l'environnement proche du site est principalement constitué de :

- au Nord : un affluent de l'Oust et la station d'épuration de la commune en limite de propriété, des parcelles agricoles et des habitations plus ou moins éparses (distantes de 45 à 115 m),
- à l'Est : la rue de Calouët, la société MPS France et des parcelles agricoles,
- au Sud : l'ancienne voie ferrée en limite de propriété, la zone industrielle de Calouët et une habitation (à environ 60 m),
- à l'Ouest : des parcelles agricoles.

Par ailleurs, la typologie des risques présentés par les installations de méthanisation est la suivante :

- aléas de surpression,
- aléas thermiques,
- aléas toxiques par inhalation de gaz.

Il ressort de l'étude des dangers que les effets toxiques peuvent être écartés dans la mesure où aucun seuil d'effet n'est atteint.

Seuls les phénomènes dangereux suivants ont fait l'objet d'une ré-évaluation dans l'étude des dangers au regard des nouvelles caractéristiques installations :

- phénomène dangereux 15 : explosion du digesteur,
- phénomène dangereux 21 : explosion du post-digesteur,
- phénomène dangereux 23 : explosion suite à une rupture totale de la membrane du post-digesteur,
- phénomène dangereux 33 : UVCE / feu torche suite à une rupture guillotine de canalisation,
- phénomène dangereux 55 : explosion du caisson d'épuration/compression.

Les distances d'effets irréversibles, létaux, létaux significatifs et dominos ont été modélisées pour les aléas thermiques et de surpression en vue de déterminer la gravité de ces phénomènes en fonction des cibles identifiées dans la zone d'effets.

D'après les résultats des modélisations, seules les distances d'effets des phénomènes dangereux 23 et 15 ont augmenté. Cependant, l'étude des dangers qualifie le risque d'acceptable.

Les distances d'effets majorants des scénarii et leur gravité sont repris dans le tableau suivant :

Référence phénomène dangereux	Effets	Distances effets irréversibles SEI	Distances effets létaux SEL	Distances des effets létaux significatifs SELS	Gravité
15	surpression	29,9 m	Non atteint	Non atteint	Effets confinés au site
21	surpression	Non atteint	Non atteint	Non atteint	Pas d'effets
23	surpression	33 m	Non atteint	Non atteint	Les SEI sortent 2,5 m-modéré
	thermique	27,5 m	25 m	25 m	Effets confinés au site
33	surpression	6,5 m	Non atteint	Non atteint	Effets confinés au site
	thermique	11,3 m	10,3 m	10,3 m	Effets confinés au site
55	surpression	16,7 m	Non atteint	Non atteint	Les SEI sortent de 2 m du site - modéré

Il a été procédé à l'évaluation de la cinétique, de la gravité et de la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux retenus par l'analyse préliminaire des risques conformément à la réglementation. Une modélisation des distances d'effets des phénomènes dangereux retenus a été effectuée de manière à évaluer leur gravité.

Afin de procéder à l'évaluation de la probabilité d'occurrence et des distances d'effet des scénarii précités, l'étude des dangers a pris en considération les barrières de sécurité de prévention et de protection suivantes.

Le digesteur dispose des mesures de réduction du risque suivantes :

- captation du biogaz vers la torchère,
- soupape (pression/sécurité),
- soupape à garde hydraulique (vérification visuelle périodique de la présence d'eau),
- consigne en cas de fuite de gaz,
- suivi en continu de la température de la biomasse, du débit et de la pression,
- sonde de température avec asservissement et report d'alarme,
- agitation.

Le post-digesteur dispose des mesures de réduction du risque suivantes :

- agitation,
- captage de biogaz vers la torchère,
- suivi du niveau de la biomasse, maintien à un niveau stable,
- suivi en continu de la température de la biomasse, du débit de la pression,
- soupape de pression vide de sécurité,
- soupape à garde hydraulique,
- double membrane PVC.

L'unité de compression et d'épuration du biogaz dispose des mesures de réduction du risque suivantes :

- ventilation du local,
- détection de gaz dans le local avec fermeture auto-vanne en amont,

- vanne de coupure générale du biogaz,
- consigne en cas de fuite de gaz.

Après la prise en compte des mesures de réduction du risque listées dans l'étude des dangers, les aléas étudiés apparaissent « Extrêmement peu probable » et d'après les résultats des modélisations les distances des effets létaux quand elles existent, restent circonscrites au site d'exploitation.

Afin d'évaluer les risques présentés par les installations, suite aux modélisations effectuées, l'exploitant a procédé à la cotation des phénomènes dangereux en fonction de leur gravité et probabilité d'occurrence.

Il ressort de ce classement que le risque est caractérisé « moindre » au sens de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques relatives aux études des dangers .

Il en résulte que les modifications apportées au projet n'engendrent pas de risque supplémentaire.

Sur le volet méthodologique, l'étude respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à «l'évaluation et à la prise en compte dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets, et de la gravité des conséquences des accidents potentiels ». Par ailleurs, la gravité des effets a été évaluée suivant les règles établies par la circulaire du 10 mai 2010 relative aux études des dangers.

Conclusion

Pour le 3^{ème} critère, les éléments développés ci-dessus, relatifs aux inconvénients et impacts susceptibles d'être générés, confirme que les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement sont garantis.

5. PROPOSITION DE L'INSPECTION

Attendu que le projet présenté ne remplit aucune des conditions édictées à l'article R.181-46 du code de l'environnement, la **modification est jugée non substantielle**. En conséquence, la demande n'est pas soumise à évaluation environnementale, mais elle est notable donc les modifications peuvent être encadrées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire prévu à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Nous proposons en conséquence d'**actualiser les conditions d'exploitation du site** par voie d'arrêté préfectoral complémentaire permettant de modifier les conditions d'épandage, d'émissions atmosphériques et conditions générales d'exploitation.

En matière d'épandage du digestat compte tenu des modifications apportées l'inspection propose en particulier d'imposer la mise à disposition de stockages déportés pour palier l'interdiction à l'épandage durant les périodes définies dans le Plan d'Action Régionale de lutte contre les algues vertes correspondant à une période de 8 mois. Pour mémoire, l'arrêté d'autorisation initial impose en son article 8.2.2 que l'exploitant trouve une solution alternative en cas d'indisponibilité de la filière d'épandage pour laquelle il est autorisé. L'ensemble des prescriptions modificatives en matière d'épandage figurent au chapitre 5.2 du projet d'arrêté préfectoral.

L'inspection propose également de modifier les conditions de rejets à l'atmosphère (exutoires et valeurs limites) compte tenu que les caractéristiques des installations ont changées. Ces dispositions sont reprises au titre III du projet de prescriptions joint en annexe du présent rapport.

La suppression de l'obligation de la surveillance des eaux usées issue du stripping ainsi que les valeurs limites d'émissions de rejet à la station à respecter sont reprises dans le projet d'arrêté compte tenu que les installations ne seront pas aménagées.

Par ailleurs suite au ré-examen des conditions d'exploitation du site réalisé en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement, cela entraîne la nécessité d'actualiser les conditions générales de gestion de l'établissement notamment en ce qui concerne la cessation d'activité mais également s'agissant des valeurs limites à l'émission qui doivent être compatibles avec les valeurs attendues pour les meilleures techniques disponibles.




6. CONCLUSION

Au regard des dispositions de protection de l'environnement prévues par le pétitionnaire, des réponses fournies pour lever les observations de la DDTM, de l'absence d'observation formulée lors de la consultation publique par voie électronique et compte tenu que la modification n'est pas substantielle, nous proposons à Monsieur le Préfet des Côtes-d'Armor d'encadrer le projet de modifications de l'installation de méthanisation par arrêté préfectoral complémentaire.

Ainsi, conformément aux articles R.181-46 (dernier alinéa du II) et R.181-45 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le préfet :

- d'indiquer à la société BIODÉAC qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale ;
- d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires ci-joint au présent rapport ;
- de recueillir, sous un délai de quinze jours, les observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'Environnement.

Enfin, comme le permet le dernier alinéa de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement, l'inspection propose de ne pas consulter la CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédacteur	Vérificateur
<p>L'inspectrice de l'environnement, spécialité « Installations Classées »,</p> <p>Véronique FOURCHON veronique.fourchon Date : 2023.02.14 15:23:39 +01'00'</p>	<p>Le Référent Déchet Inspecteur de l'environnement</p>  <p>Olivier LEFRANC</p>
Vu et transmis pour approbation	Approbateur
<p>La Responsable de l'Unité Départementale des Côtes d'Armor,</p>  <p>Signature numérique de Anne VAUTIER-LARREY anne.vautier-larrey Date : 2023.02.14 18:50:36 +01'00'</p> <p>Anne VAUTIER-LARREY</p>	<p>L'adjoint la Cheffe Division Risques Chroniques</p>  <p>Alain CALVARIN</p>

Copie à : chrono, DREAL/SPPR